

LA PRÉCARITÉ TUE

JUSTICE SOCIALE MAINTENANT

Les inégalités et la pauvreté continuent d'augmenter et se matérialisent de façon violente dans la vie de millions de personnes, en priorité les femmes. Comme le démontre le geste de désespoir d'un étudiant à Lyon, qui dénonce la précarité étudiante. Ce n'est pas un fait divers, mais une vraie question sociale.

La précarité est la situation vécue par de très nombreux étudiants et étudiantes : les petits boulots qui freinent leurs études, les logements trop chers, la suppression des bourses, les allocations dérisoires, les difficultés d'accès à la santé, les fins de mois qui commencent dès la première quinzaine.

La précarité étudiante est loin d'être la seule, elle touche une partie grandissante de la population participant de l'augmentation de la pauvreté.

Aujourd'hui, faire des études, avoir un travail ne protègent en rien de la précarité. D'ailleurs la réforme de l'assurance chômage voulue par le gouvernement va aggraver cette précarité pour 1,2 millions de personnes, principalement les moins de 25 ans.

Nous affirmons notre volonté de faire progresser la justice sociale

Nous pensons que notre société a les moyens de faire en sorte que chacune et chacun puisse vivre dignement, et non survivre. Cela passe notamment par un accès gratuit pour toutes et tous à des services publics de qualité (éducation, santé, transports, culture...)

De façon immédiate nous revendiquons pour les étudiantes et les étudiants la hausse du nombre et du montant des bourses, à la mise en place effective de la trêve hivernale dans les logements universitaires ainsi qu'un accès à un logement décent et abordable en Cité Universitaire.

Il est urgent de mettre en place une rémunération permettant de se consacrer pleinement aux études.

Nous contestons le développement et la mise en place de mesures, comme les stages qui remplace des emplois, le service civique, et le tri social organisé par la plate-forme Parcoursup qui condamnent à la précarité et à l'inégalité des droits. Dans ce contexte la « clause du grand-père » qui acterait la dégradation des droits à la retraite pour les personnes entrant aujourd'hui sur le marché du travail, est inacceptable.

Nos organisations affirment leur soutien aux revendications étudiantes et à leurs mobilisations en cours et à venir. Elles appellent à rejoindre toutes les initiatives contre la précarité, le chômage et la défense des services publics.

Elles invitent à construire et faire converger les mobilisations pour la justice sociale dans les semaines qui viennent avec un moment particulier le 5 décembre.

Signataires : Alternative ESR, APEIS, ATTAC, CGT, Collectif National pour les Droits des Femmes, DAL, FIDL, FSE, FSU, Jeudi Noir, Solidaires Etudiant-e-s, UNEF, UNL, Union syndicale Solidaires